

Actualité Juridique

Actualité • Pratique • Professions

N° 4/2004 - Pages 125 à 168

Le secret professionnel : croissance ou déclin ?

**Le droit à l'assistance d'un
interprète impartial au cours
de la garde à vue**

40

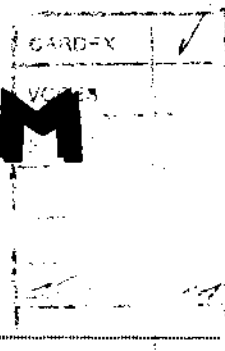
**Le sursis avec mise à l'épreuve ne
peut pas être prononcé pour une
peine supérieure à 5 ans**

**Feu rouge grillé : preuve de
l'innocence du titulaire du certificat
d'immatriculation**

**Appréciation judiciaire *a minima*
d'un contrôle d'identité et de
l'information d'un placement en
garde à vue incident**

**Une décision de mise à l'isolement
ne peut être prise sans préserver
les droits de la défense**

Actualité Juridique Pénal - Mensuel - Avril 2004



Comité de rédaction
Alain Blanc, *Magistrat*
François-Louis Coste, *Magistrat*
Karine Paravisini-Druart, *Commissaire de police*
Martine Herzog-Evans, *Maître de conférences à l'Université de Nantes*
Annie Kensey-Boudadi, *Socio-Démographe*
Direction de l'Administration pénitentiaire
Yann Le Bras, *Avocat*

31-35 rue Froidevaux
75685 Paris Cedex 14
Tél. rédaction 01 40 64 53 13
Fax : 01 40 64 54 66
E-mail : ajpenal@dalloz.fr

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Charles Vallée

DIRECTEUR GENERAL
Nathalie de Baudry d'Asson

REDACTION
Directeur éditorial
Philippe Weiss

Rédactrice en chef
Marie-Eve Charbonnier

Rédaction
Emmanuelle Allain
Samantha Enderlin-Morieult
Carole Girault, *Maître de conférences à Evry*
Jocelyne Leblots-Happe, *Maître de conférences à Strasbourg*
Anna Pitoun
Pascal Remillieux

Assistante d'édition
Marie-Anne Sebban

ABONNEMENT, MARKETING, PUBLICITE
Responsable marketing : Corinne Ménager
Relations clients : Marie-Hélène Tylman

Revue mensuelle (11 numéros par an)
BP 150, 94208 Ivry-sur-Seine Cedex
Tél. : 0 820 800 017
Fax : 01 40 64 89 92

Prix de l'abonnement (1 an)
France : 135 € TTC
Étranger : 151 € TTC
Prix au numéro : 15 € TTC
ISSN 1762 - 8407
N° CPPAP 1105 T 83884

Imprimerie Chirat 42540 Saint-Just-la-Pendue

ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme au capital de 3 956 040 €
Siège social : 31-35 rue Froidevaux - Paris 14e
RCS Paris 572 195 550 - Siret 572 195 550 00098
Code APE : 221 A - TVA : FR 69 572 195 550

La reproduction, même partielle, de tout élément
publié dans la revue est interdite.

ÉDITORIAL 127

ACTUALITÉS 130

DOSSIER 133

Le secret professionnel : croissance ou déclin ?

- Secret professionnel : le syndrome des assignats ?
par Bruno Py 133
- Le secret de l'instruction appliqué par le juge de l'instruction
par Catherine Giudicelli 141
- Avocat et secret professionnel
par Frédéric Doyer 144
- Les limites structurantes de la relation médecin-magistrat
par Evry Archer 147

PRATIQUES 152

- Le droit à l'assistance d'un interprète impartial au cours de la garde
à vue
par Evelyne Garçon 152

JURISPRUDENCE 155

Pénal général

PEINE

VEILLE

Le sursis avec mise à l'épreuve ne peut pas être prononcé
pour une peine supérieure à 5 ans
Cass. crim., 3 févr. 2004 155

Infractions

CIRCULATION ROUTIÈRE

- Feu rouge grillé : preuve de l'innocence du titulaire du certificat
d'immatriculation
Cass. crim., 17 févr. 2004 155

ENFANT VICTIME

- L'envoi à un majeur d'un courriel comportant un lien vers un site
contenant des images violentes n'est pas pénalement répréhensible
Cass. crim., 3 févr. 2004 156

INFRACTIONS SEXUELLES

- Pédopornographie : condamnation pour des enregistrements effec-
tués en Thaïlande mais diffusés en France
Cass. crim., 4 févr. 2004 157

TRAVAIL

- Prise de participation lors de la constitution d'une SCI : le comité
d'entreprise doit être consulté
Cass. crim., 3 févr. 2004 158

- La proposition de résiliation amiable de son contrat de travail à une déléguée syndicale constitue un délit d'entrave à l'exercice du droit syndical
Cass. crim., 6 janv. 2004 156

VOL

VEILLE

- Restitution de tableaux saisis : les biens communaux échappent à l'article 2279 du code civil
Cass. crim., 4 févr. 2004 160

Procédure pénale

ACTION CIVILE

- Action en justice du maire au nom de la commune : la délégation du conseil municipal doit être précise
Cass. crim., 28 janv. 2004 160

CONTRÔLES D'IDENTITÉ

- Appréciation judiciaire *a minima* d'un contrôle d'identité et de l'information d'un placement en garde à vue incident
Cass. 2e civ., 19 févr. 2004 160

EXPERTISE

VEILLE

- L'indemnité de transport des médecins experts est calculée selon les règles du code de procédure pénale
Cass. crim., 3 févr. 2004 162

HUIS-CLOS

VEILLE

- L'enregistrement audiovisuel ou sonore des débats est interdit en cas de prononcé du huis-clos
Cass. crim., 3 févr. 2004 162

Exécution des peines

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

- Seules des réductions de peine accordées par le JAP peuvent être prises en compte pour l'octroi d'une libération conditionnelle
Cass. crim., 4 févr. 2004 162

PRISONS

- Une décision de mise à l'isolement ne peut être prise sans préserver les droits de la défense
CAA Marseille, 15 janv. 2004 164

VEILLE

- Les juges administratifs opèrent un contrôle strict de la preuve des fautes et de la proportionnalité des sanctions
TA Nice, 18 déc. 2003 (1re esp.)
et TA Clermont-Ferrand, 18 déc. 2003 (2e esp.) 164

SURSIS

- Révocation d'un SME : la tribunal peut statuer en chambre du conseil, mais exclusivement en formation collégiale
Cass. crim., 3 févr. 2004 165

Ce numéro contient un encart « abonnement à l'AJ Pénal » broché non folioté de quatre pages placé entre la couverture et les pages 127 et 166.

ACTION CIVILE

- Qualité pour agir
Maire 160

CIRCULATION ROUTIÈRE

- Contravention
Titulaire du certificat
d'immatriculation - Responsabilité 155

CONTRÔLE D'IDENTITÉ

- Régularité
Réquisition - Motivation. 160

EXPERTISE

- Médecin
Indemnité - Frais d'honoraire -
Calcul 162

GARDE À VUE

- Information du procureur
Délai tardif 160

Interprète

- Neutralité 152 (pratiques)

HUIS-CLOS

- infractions sexuelles
Enregistrement des débats (non) . 162

INFRRACTIONS SEXUELLES

- Atteintes sexuelles
Prostitution - Mineur 157

Huis-clos

- Enregistrement des débats (non) . 162

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

- Temps d'épreuve
Calcul 162

LOI PÉNALE

- Application dans l'espace 157
- Application dans le temps 157

MISE EN PÉRIL DES MINEURS

- Images violentes ou à caractère pornographique
Internet. 156
- Vidéo - Diffusion 157

PRISONS

- Isolement
Communication du dossier. 164
- Sanction disciplinaire
Recours - Contrôle du juge
administratif. 165

SECRET PROFESSIONNEL. 133 et s. (dossier)

SURSIS

- Sursis avec mise à l'épreuve
Incident - Révocation 164
- Prononcé - Conditions 155

TRAVAIL

- Représentant du personnel
Consultation - Prise de participation
dans une SCL. 158
- Délit d'entrave 158

VOL

- Biens mobiliers communaux
Possession vaut titre (non) 160